

Veille & territoires

EN QUELQUES CLICS

#242 Bulletin du 8 mars 2019

cget



► Favoriser l'accès à l'emploi des femmes dans les territoires ruraux. Outils et bonnes pratiques.

CGET, SDFE, DGEFP. Mars 2019. 80 p.

Élaboré dans le cadre du plan d'action gouvernemental en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, cet ouvrage se présente comme un outil au service des acteurs de l'emploi, de la formation, de l'insertion, de l'orientation ou du développement économique pour favoriser l'emploi des femmes dans les territoires ruraux. Il s'adresse également aux élus et élues locaux. Il se nourrit des travaux d'observation et d'études pilotés par le CGET en lien avec ses partenaires et est enrichi de nombreux outils, bonnes pratiques et témoignages issus des territoires ruraux.

Il permet d'objectiver les inégalités sexuées et territoriales afin de mieux les combattre et de soutenir le développement d'actions concrètes au sein des politiques contractuelles et partenariales.

Commerce

► La ville à l'épreuve du commerce.

Belveder, n°4, décembre 2018. En ligne

Les liens qui unissent depuis des siècles la ville et le commerce n'ont pas cessé de se réinventer. Au gré des évolutions sociétales et des transformations industrielles et technologiques, les formes du commerce ont toujours influencé l'organisation des villes. Ce numéro interroge les liens qui unissent la ville et le commerce, des liens qui n'ont cessé de se réinventer. Les auteurs ont investi la question fil rouge de ce numéro : est-ce que le commerce fait la ville, défait la ville ou s'en moque ?

Une diversité de points de vue offre une lecture de la ville et de ses évolutions récentes avec des détours par les modes de consommation, la révolution numérique, le problème de la vacance commerciale et autres enjeux qui ont un impact sur la ville et les territoires.

► Commerce et ruralité. La « renaissance rurale » d'un siècle à l'autre ?

Michaël Pouzenc.

L'analyse des rapports entre commerce et ruralité permet de revisiter l'analyse proposée par B. Kayser en termes de « renaissance rurale ». Cette synthèse des réflexions menées des années 1970 aux années 1990 était centrée sur les spécificités du rural (spécificités d'activités économiques, de

structure spatiale, d'organisation sociale, de valeurs et de représentations). L'analyse des travaux de prospective des années 2000 et 2010 montre qu'une partie de ces spécificités a été largement évacuée des réflexions récentes. Or, leur prise en compte fait ressortir les nombreuses reformulations en cours de la catégorie « espaces ruraux », à condition de faire porter la réflexion non pas simplement sur les rapports des ruraux à leur espace mais sur les rapports qu'entretient l'ensemble de la société avec ses espaces de faible densité.

La mutation du commerce alimentaire sous toutes ses formes (petits commerces indépendants, grande distribution, circuits courts...) témoigne des voies diversifiées par lesquelles la société actuelle cherche à renouveler ses ruralités, entendues comme ses rapports productifs à la nature, indissociables de rapports sociaux et culturels. Il ressort alors que la « fabrique de la ruralité » fonctionne à plein dans une société de consommation qui idéalise les espaces ruraux pour se rassurer, prendre soin de soi, réaliser son projet personnel ou faire société, dans une société de développement durable qui valorise le bio et l'équitable, dans une société mondialisée qui valorise les dynamiques locales et dans une société de mobilités qui reproduit des configurations spatiales spécifiques.

► [Préface \(extrait\)](#) ► [Table des matières](#) ► [Introduction](#)

Du même auteur :

Commerce et espaces ruraux.

Bulletin de la Société Géographique de Liège, 2016, pp.25-29

► **Les Français et les commerces alimentaires de proximité.**

Etude CSA pour la Confédération générale de l'alimentation en détail (CGAD), 2019. 30 p.

La Confédération générale de l'Alimentation en détail (CGAD) vient de rendre un rapport qui témoigne de l'attachement toujours aussi fort et même grandissant des Français aux commerces alimentaires de proximité : plus de la moitié des Français (53 %) fréquente un commerce de proximité « au moins une fois par semaine », 89 % en ont une « bonne image ». À l'instar des services publics, les commerces de proximité « dynamisent les centres-bourgs » pour 90 % des sondés, sont « créateurs de lien social » (87 %) et « participent à l'aménagement du territoire » (82 %). Pour Joël Mauvigney, président de la CGAD, « les résultats de cette enquête démontrent le rôle essentiel de nos commerces dans l'animation des territoires et combien il est capital que les politiques publiques favorisent leur développement et leur maintien, notamment en zone rurale ».

Développement durable

► **Artificialisation des sols. Quelles avancées politiques pour quels résultats ?**

IDDRI - Alice Colsaet.

Décryptage, n°2, janvier 2019. 4 p

Cette publication propose une analyse des évolutions récentes de l'artificialisation en France, au niveau national et départemental ; une mise en regard de ces évolutions avec les propositions et instruments politiques mis en œuvre pour lutter contre le phénomène ; et des questionnements sur les enjeux à venir, notamment pour prendre en compte l'horizon zéro artificialisation nette. Il en ressort que la consommation d'espace en France semble diminuer depuis 2009, mais très légèrement. Malgré le ralentissement économique, l'artificialisation continue de progresser nettement plus vite que la population, ainsi que le produit intérieur brut. Certaines zones très urbanisées se densifient, mais l'aménagement suit encore le modèle de l'étalement urbain dans la majorité des départements. Un nombre préoccupant de territoires connaissent une forte artificialisation, malgré une faible croissance démographique et économique.

► **Vers un développement urbain raisonné et durable.**

IAU - Muriel Adam ; Thomas Cormier ; Laurie Gobled.

Note rapide Territoires, n° 797, janvier 2019. 6 p.

L'urbanisation de l'Île-de-France poursuit son ralentissement. Sur la période 2012-2017, près de 590 hectares d'espaces urbanisés sont apparus chaque année. Ce rythme annuel est le plus faible depuis 30 ans. La dynamique de construction se concentre sur la petite couronne, en privilégiant le recyclage urbain. En grande couronne, la baisse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers se poursuit. Ces premiers résultats sont extraits de l'analyse de la dernière campagne du Mode d'occupation du sol de l'Île-de-France (Mos 2017).

Développement économique

► Territoires d'industrie. Dossier.

Olivier Crépin ; Nicolas Portier ; Pierre Veltz.

Intercommunalités, n° 236, février 2019. pp. 9-16

En lien avec les acteurs économiques et les régions, les intercommunalités sont attendues pour jouer un rôle moteur dans le cadre du plan Territoires d'industrie. Plus de 450 d'entre elles sont sollicitées pour s'impliquer activement. Le feront-elles ? Sous quelle forme ? Avec quels moyens ? Alors que tout est à construire dans les territoires, en vue d'une contractualisation au premier semestre 2019, ce dossier d'Intercommunalités revient sur les objectifs du programme et le mode opératoire inédit qu'il propose.

► Les régions au chevet de leur industrie. Dossier.

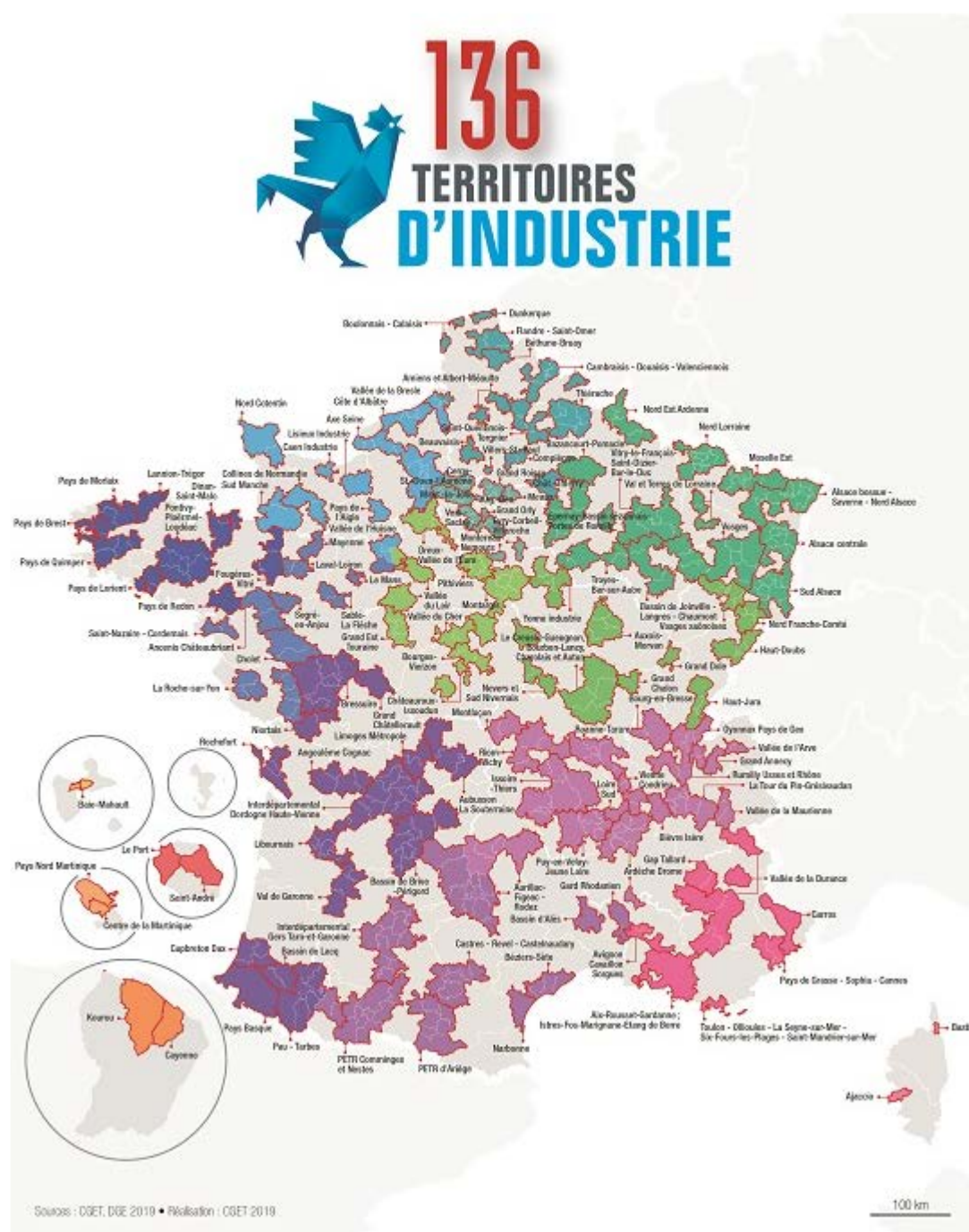
Philippe Martin ; Annabel André-Laurent ; Françoise Sigot et al.

Régions magazine, n° 147, février 2019. pp. 31 à 72.

En lançant ses "Territoires d'industrie", le Gouvernement a montré son intérêt pour la relance de ce pan essentiel de l'économie. Reste à voir comment cela va s'articuler avec les dispositifs mis en place depuis des années par les régions. Le dernier numéro de *Régions magazine* consacre à ce sujet un dossier spécial avec un tour de France des dispositifs et expérimentations mis en place par les régions pour favoriser la relance industrielle. Dans un grand entretien, la secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher en charge du dossier "Territoires d'industrie", explique comment elle compte travailler avec les conseils régionaux. En regard, Annabel André-Laurent, vice-présidente de la région Auvergne-Rhône-Alpes et co-présidente de la commission Développement économique de Régions de France, exprime dans une interview ses doutes sur ce nouveau process qui ne doit pas être une "nouvelle structure lourde et lente, antinomique avec les besoins du monde économique".

Une carte, un focus

► Les 136 Territoires d'industrie



Lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie le 22 novembre 2018, le programme «Territoires d'industrie» bénéficiera à 136 territoires, pour redynamiser l'industrie française. Les « Territoires d'industrie » sont des intercommunalités ou des groupes d'intercommunalités – situés dans les campagnes, les espaces périurbains, les villes petites et moyennes – qui présentent une forte identité et un savoir-faire industriels et où l'ensemble des acteurs, notamment les entreprises et les collectivités territoriales, sont mobilisés pour le développement de l'industrie.

► [Pour en savoir plus](#)

Egalité des chances

► [La France, les inégalités et l'ascenseur social.](#)

OCDE - Laurence Boone ; Antoine Goujard.

Oecd ecoscope, février 2019. En ligne

Dans un billet du blog *Oecd ecoscope*, deux économistes de l'OCDE soulignent l'existence d'une profonde inégalité des chances en France, qui expliquerait en partie le mouvement des gilets jaunes.

L'ascenseur social en panne et les disparités territoriales ne peuvent être corrigés uniquement par la redistribution et les transferts sociaux, estiment les experts.

Intelligence territoriale

► Management public territorial des projets d'investissements directs étrangers. Une contribution à l'intelligence territoriale.

Olivier Coussi.

Thèse soutenue dans le cadre de l'Ecole doctorale des Sciences de la société, Territoires, Sciences économiques et de gestion - Université de Poitiers (France), 2019. 272 p.

Prospecter, attirer, localiser et ancrer sur un territoire des projets d'investissements directs étrangers (IDE) est désormais un enjeu fort pour les responsables économiques et politiques. Les acteurs du management public (techniciens, élus, citoyens) s'interrogent alors sur le type de management et d'intelligence économique territoriale à mettre en œuvre en vue de faciliter l'ancrage de ces projets. La littérature sur ce sujet est riche de recherches sur les facteurs d'attractivité et les déterminants de la localisation mais a très peu été abordée sous l'angle des sciences de gestion. Afin de comprendre les raisons du succès ou de l'échec de l'implantation de tels projets, il est alors pertinent d'interroger le processus du management public territorial dans l'objectif de comprendre ce qui sous-tend la mise en œuvre et l'ancrage d'un projet d'IDE durant son cycle de vie.

Intercommunalité

► La gouvernance politique des intercommunalités. Enquête nationale.

Assemblée des communautés de France (AdCF). Mars 2019. 11 p.

Deux années après les fusions de communautés prévues par la loi « NOTRe » et à la veille des élections locales de 2020, l'AdCF a lancé en janvier 2019 une enquête nationale qui vise à analyser la façon dont les territoires ont cherché à trouver un équilibre politique entre communes et communauté/métropole pendant la mandature en cours. La présente note a pour objectif de dresser un premier bilan des réponses qui ont été transmises par les représentants des communautés.

Jeunesse

► Réforme territoriale et réorganisation de l'État : quels enjeux pour les politiques de jeunesse ?

INJEP Analyses & Synthèses, n°21, février 2019. 4 p.

Le cadre institutionnel de formulation des politiques de jeunesse connaît actuellement d'importantes évolutions à la suite de la réforme territoriale et du déploiement des expérimentations locales dans le cadre du programme d'investissement d'avenir (PIA). Alors que les régions et les intercommunalités sont amenées à voir leur rôle s'accroître, et que les communes et départements restent des acteurs importants, les travaux mis en œuvre par l'Injep dans ce domaine mettent en lumière que la construction de politiques territoriales intégrées en direction des jeunes se trouve confrontée, dans ce nouveau cadre, à un double enjeu d'intersectorialité et d'interterritorialité.

Mobilité

► Mobilités, ancrages et inégalités. Actualité du concept de motilité. Entretien avec Vincent Kaufmann.

Lionel Francou ; Claire Pelgrims.

Urbanités, #11, février 2019.

Vincent Kaufmann est professeur à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), sociologue et spécialiste des questions de mobilités. Depuis sa thèse de doctorat (soutenue en 1998 à l'EPFL) sur la

compréhension des pratiques modales en milieu urbain, ses recherches ont essentiellement porté sur les modes de vie urbains (multi-résidence, agencement temporel et spatial des programmes d'activités), les politiques d'aménagement du territoire et de transports urbains (constitution et évaluation) ainsi que sur la notion de mobilité et son importance en termes de structuration sociale. Depuis 2003, il développe avec l'équipe du Laboratoire de sociologie urbaine (LASUR) un programme de recherche visant à analyser les transformations actuelles que connaissent les villes à partir de la mobilité de leurs acteurs.

► Sept salariés sur dix vont travailler en voiture.

Insee - Armelle Bolusset ; Christophe Raftaf.

Insee Focus, n° 143, février 2019. En ligne

Pour se rendre à leur travail, les salariés utilisent principalement leur voiture. Au niveau départemental, ce mode de déplacement n'est supplanté par les transports en commun que dans la capitale et ses départements limitrophes. En 2015, la moitié des salariés habitant et travaillant dans la même commune vont travailler en voiture. Cette proportion s'élève à huit salariés sur dix pour ceux travaillant hors de leur commune de résidence. Les cadres et les employés utilisent moins leur voiture que les autres catégories socio-professionnelles.

Observation transfrontalière

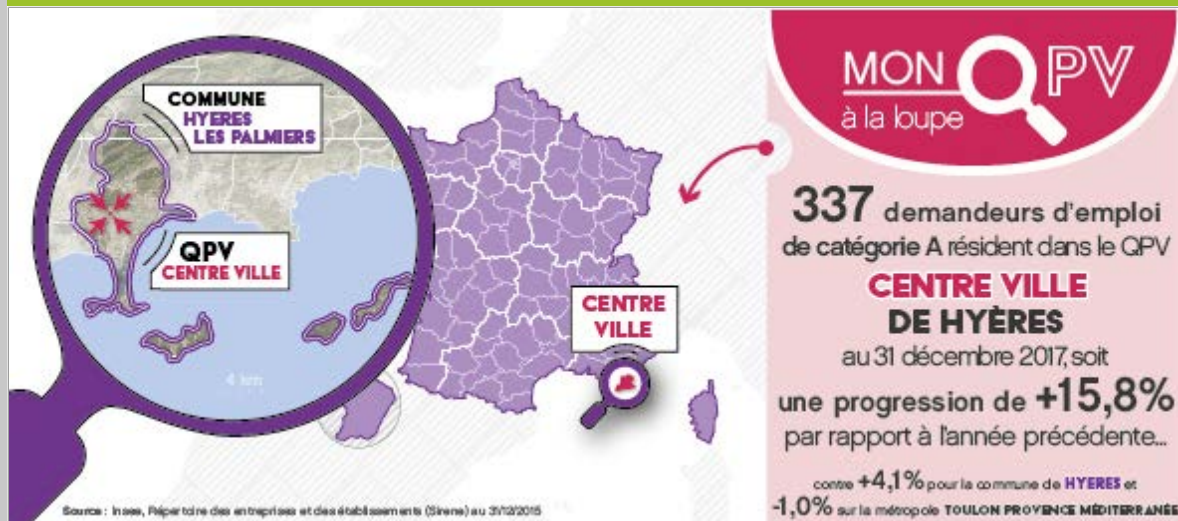
► France-Allemagne : l'observation transfrontalière au cœur de l'Europe.

MOT (Mission Opérationnelle Transfrontalière) ; BBSR (Institut fédéral de la Recherche sur le Bâtiment, la Ville et le Développement urbain, Allemagne) ; CGET ; Ministère fédéral de l'Intérieur, de la Construction et du Territoire. Février 2019, 16 p.

Le document affirme la nécessité de mettre en place une observation multiniveaux des territoires transfrontaliers, présentant des exemples d'outils locaux comme les systèmes d'information géographique de la Grande Région et du Rhin supérieur, ainsi que les outils au niveau national français et allemand.

La brochure met en avant l'ambition franco-allemande de promouvoir cette approche non seulement sur leur frontière commune, mais aussi sur leurs autres frontières et partout en Europe. Elle dresse un plan d'actions autour de trois mesures concrètes : - Pour identifier les priorités thématiques : intensifier la coopération multi-niveaux. - Pour collecter et harmoniser les données : se coordonner avec les instituts statistiques. - Pour observer à l'échelle européenne : coopérer avec les autres pays européens en lien avec les institutions européennes.

Politique de la ville



► Retrouvez 200 autres indicateurs statistiques concernant [ce quartier](#) ou recherchez le

quartier de votre choix.



► **L'accessibilité à pieds aux équipements sportifs, aux équipements culturels et à l'offre de soins de proximité dans les quartiers prioritaires.**

ONPV - Sarah Audras-Marcy ; Mathieu Ghéno ; Helga Mondésir. Mars 2019. 6 p.

Les habitants des quartiers prioritaires bénéficient globalement d'une meilleure accessibilité en moins de 15 minutes de marche à l'offre de soins de proximité, aux équipements sportifs et culturels, que les résidents des autres quartiers : 97,6 % habitants des QPV peuvent accéder à au moins un médecin généraliste en moins de 15 minutes de marche contre 85,8% des habitants des autres quartiers des unités urbaines englobantes, 99 % à au moins un équipement sportif structurant contre 90 % des habitants des autres quartiers, 70,8 % à au moins un équipement culturel contre 58,5 % des habitants des autres quartiers. Mais les équipements culturels et sportifs accessibles sont peu variés dans les quartiers prioritaires, et le nombre de dentistes accessibles en moins de 15 minutes de marche y est insuffisant : 10,7 en moyenne en QPV contre 16,6 dans les autres quartiers des unités urbaines englobantes. Ces résultats globaux masquent des situations contrastées selon la taille et le type des quartiers prioritaires. En outre, l'accessibilité à pied ne préjuge pas de l'accès effectif aux équipements ou aux praticiens. Les freins sont nombreux : coûts, horaires, disponibilité des praticiens, freins culturels ou d'image.

► **Banlieues françaises, pourquoi l'échec se répète ?**

France culture, Olivia Gesbert.

La Grande table, 12 février 2019. Podcast 33 min.

Invité de la Grande table, Xavier de Jarcy, journaliste à *Télérama*, auteur de l'essai « *Les Abandonnés. Histoire des "cités de banlieue"* » revient sur l'histoire méconnue des quartiers sensibles, des politiques urbanistes de l'après-guerre à la crise du logement.

Ruralité

► **Les espaces ruraux en France : journée d'étude.**

Géococonfluences, mars 2019. Conférences filmées, en ligne.

Organisée le 30 janvier dernier à Pessac, cette journée d'étude, co-élaborée par l'université Bordeaux Montaigne, l'UMR Passages, l'APHG Aquitaine et le rectorat de Bordeaux a été consacrée aux espaces ruraux en France. Trois conférences ont été proposées autour des thématiques suivantes :

- La question du rural dans les espaces périurbains par Monique Poulot-Moreau
- Le bâti agricole, un enjeu pour l'aménagement rural par Coline Perrin
- Le mouvement des microfermes, étude de cas en Gironde par Damien Toublant

► **Du rural éloigné au rural proche des villes : cinq types de ruralité (Auvergne-Rhône-Alpes).**

Insee - Bruno Balouzat ; Philippe Bertrand.

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes, n° 77, février 2019. 4 p.

En 2014, en Auvergne-Rhône-Alpes, sur 7,8 millions de personnes, 1,8 million vivent en dehors d'une unité urbaine. Cette population rurale représente un quart des habitants et trois quarts de la superficie du territoire. On peut cependant distinguer cinq types de ruralité pour en décrire la diversité. Le rural « éloigné » et le rural « très peu dense » cumulent toutes les caractéristiques de la ruralité. Dans le rural « bourg », le bâti et la population sont un peu plus denses et les communes sont de plus grande taille. Plus proches des agglomérations, le rural « couronne éloignée » et le rural « périphérique » voient leur population fortement augmenter entre 1999 et 2014. En revanche, dans les espaces ruraux les plus

éloignés, la population diminue. Si de nombreux jeunes habitant dans le rural viennent s'installer dans l'urbain pour y faire des études, pour les jeunes actifs les flux se font plutôt en sens inverse.

Services publics

► Le crépuscule des services publics.

Nadège Vezinat.

La Vie des idées, 26 février 2019. En ligne

La détérioration des services publics suit partout un même protocole : la Poste, la SNCF, la RATP, les hôpitaux justifient de la même manière les réformes en cours, avec les mêmes effets ravageurs. En pistant les étapes de ces procédures, cet essai s'interroge sur un autre aiguillage possible.

► « Les services publics sont des instruments de cohésion sociale qui structurent les territoires ».

Tribune cosignée par Thibault Courcelle et François Taulelle, géographes ; Ygal Fijalkow, sociologue, chercheurs à l'Institut national universitaire Jean-François Champollion, à Albi.

Le Monde.fr, 18 février 2019. En ligne

« La question des services publics nécessite une approche qualitative bien éloignée du maniement de feuilles de calcul », soulignent, dans une tribune au « Monde », deux géographes et un sociologue, spécialistes de l'aménagement du territoire.

Sport

► Le sport au service de la cohésion. Démarches, méthodes, outils et panorama d'initiatives associatives.

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). 2019. 36 p.

Le CGET a souhaité illustrer les complémentarités et les croisements possibles entre deux politiques distinctes, l'une étant sectorielle et l'autre davantage interministérielle : celles du sport et celle de la politique de la ville. Pour cela, une série d'entretiens a été réalisée auprès de partenaires associatifs déployant dans les quartiers prioritaires des actions innovantes dans le domaine de la pratique sportive inclusive. À travers un état des lieux d'une sélection d'expériences inspirantes, cette exploration de terrain a permis de confirmer :

- . L'importance de mener des actions contextualisées, transversales et reposant sur une vision partagée des enjeux sociaux et urbains d'un territoire.
- . La nécessité de s'adosser, pour ce faire, sur une ingénierie de projet à la fois souple et robuste, permettant au projet de s'adapter aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Pleinement conçu dans l'esprit de ces deux idées forces, le livret est organisé en deux volets. La première partie est l'occasion d'interroger plusieurs concepts incontournables de la gestion de projet au regard des expériences vécues par les associations interrogées. La deuxième partie illustre, à partir de quatre exemples monographiques concrets, les formes que peut prendre le déploiement opérationnel d'un projet de pratique sportive à dimension sociétale. L'ambition générale du livret est d'offrir une photographie (non exhaustive) des dynamiques concourant à faire du sport un instrument au service de la cohésion des territoires.

Territoires résilients

► Vers des territoires résilients : six leviers opérationnels pour anticiper, réagir, s'adapter.

Cerema, février 2019. 6 p.

Un territoire résilient peut être défini comme ayant la capacité à anticiper, à réagir et à s'adapter pour se développer durablement quelles que soient les perturbations auxquelles il doit faire face. Les nouvelles trajectoires doivent idéalement être définies et mises en oeuvre collectivement. Ces fiches

méthodologiques ont vocation à partager de manière synthétique les leviers possibles pour les acteurs territoriaux, à travers des éléments de méthode et des initiatives concrètes issues d'études exemplaires.

La première fiche propose un tour d'horizon des six leviers opérationnels ; la seconde « le GIP littoral aquitain : une gouvernance à grande échelle pour anticiper les changements » porte sur le mode de gouvernance mis en place par le GIP Littoral Aquitain, pour mobiliser les acteurs sur les problématiques du littoral. La série de fiches a vocation à être enrichie par de nouvelles problématiques ou typologies de territoire au fil du temps.

Urbain

► Portail "France Ville Durable".

Institut Ville durable, 2019. En ligne.

Le portail des ressources et projets exemplaires sur la ville durable est une plateforme collaborative, gratuite et ouverte à tous, avec pour objectif la promotion du savoir-faire des acteurs français et la diffusion des meilleures pratiques et expériences en matière de ville durable.

Il référence des projets et ressources existantes à partir des 17 objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU ; des initiatives nationales, régionales et locales, en accord avec ces engagements mondiaux, qui façonnent la ville durable à la française.

► Les régions urbaines en Belgique.

Lieve Vanderstraeten ; Etienne Van Hecke.

Belgeo, 1 | 2019, 8 février 2019. En ligne

Les régions urbaines de la Belgique ont été définies pour la première fois sur la base des données du recensement de 1970 et ensuite sur celles de 1981, 1991, 2001. La révision présentée est basée sur diverses données de 2014 à 2017. En 2017, 19 grandes villes ou villes régionales ont développé une région urbaine composée d'une agglomération, entité d'habitat continu, et d'une banlieue, zone à caractère résidentiel dont la population est fortement orientée vers l'agglomération. Suite à la dynamique urbaine, les agglomérations ont grandi et sont pour les grandes villes composées de plusieurs communes, dont certaines étaient auparavant des communes de banlieue. Les 19 communes-villes sont le cœur de 19 agglomérations comptant 115 communes et entourées de 99 communes de banlieue. Tout comme en 2001, 56 % de la population de la Belgique habite une région urbaine. 64 % de l'emploi est concentré dans ces régions urbaines. Après une longue période d'exode de la population au départ des villes centrales de 1970 à la fin des années 1990, on assiste à une nette augmentation de la population des villes-centres entre 2001 et 2017. Ce retournement de situation est dû à l'immigration étrangère mais non exclusivement. Finalement une importante évolution se marque dans la périphérie : pendant la période 1970-2001, l'accroissement de la population de la banlieue était deux fois plus important que celui dans la zone des migrants alternants (navetteurs). Après 2000, le taux d'accroissement est de même niveau, ce qui signifie une tendance néfaste pour l'ampleur des déplacements.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES



© 2019 CGET

[Se désinscrire](#)